

## Initiative postale : superflue, dépassée et coûteuse

Le 26 septembre prochain, nous nous prononcerons notamment sur l'initiative populaire « Service postaux pour tous », lancée et déposée par les syndicats avec le soutien de la gauche. Le Parlement a élaboré un contre-projet indirect et adapté la loi sur la Poste. Ces mesures, qui satisfont les principales exigences de l'initiative, sont entrées en vigueur au début de cette année. Les initiants n'ont toutefois pas retiré leur texte, malgré les appels pressants du conseiller fédéral Leuenberger qui prône maintenant le rejet de l'initiative !

L'initiative formule quatre exigences : une garantie pour la desserte de base en matière de services postaux, un réseau d'offices de poste couvrant tout le territoire, le droit des communes d'être entendues pour les décisions relatives à ce réseau, enfin une indemnisation financière de la Confédération.

Les trois premiers points ont déjà été pris en considération lors de la révision de la loi sur la Poste. Avec un office de poste pour 1200 ménages, le réseau postal suisse est l'un des plus denses d'Europe et il le restera. Aujourd'hui déjà, la Poste doit consulter les communes concernées avant de prendre une décision au sujet d'un office. En plus, une commission indépendante intervient si la Poste et une commune ne trouvent pas de terrain d'entente.

Avec l'initiative, la Poste devrait conserver des structures sous-utilisées qui lui coûtent très cher. Cela n'a pas de sens. N'ayant pas les moyens de financer ce que demande l'initiative, elle devrait différer de nécessaires investissements et l'introduction de nouvelles prestations. Une augmentation des tarifs postaux ne ferait qu'aggraver le problème, en incitant les clients à utiliser d'autres moyens de communication ou à s'adresser à la concurrence. Il ne faudrait pas non plus compter sur le porte-monnaie vide de la Confédération pour subventionner la Poste, comme le réclament les syndicats. Où trouver chaque année 500 millions de francs alors que les déficits s'accumulent et qu'il y a des programmes d'économie à répétition? Une hausse d'impôts n'entrerait pas non plus en ligne de compte. Finalement, la Confédération devrait économiser davantage dans les assurances sociales, les transports, la formation et la recherche pour financer des offices de poste qui ne répondent plus aux demandes des clients. Tout le monde serait perdant.

Nous envoyons toujours plus de SMS, de courriers électroniques et de fax, ce qui diminue d'autant le nombre de lettres. La Poste doit pouvoir s'adapter à cette évolution. Elle ne pourra pas le faire si on la fige dans des structures dépassées. Il faut dire résolument non à une initiative postale aussi superflue que coûteuse.

### Jean-Claude Chappuis